Montauban : un Algérien en situation irrégulière viole une octogénaire, la maire dénonce l'immigration clandestine

06/10/2017 à 20h18

En politique aguerrie, Brigitte Barèges, maire (LR) de Montauban est fortement montée au créneau, hier matin, sur les conséquences de l'actualité en matière de sécurité. Brigitte Barèges a appuyé son implacable réquisitoire contre l'Etat sur l'actualité (procès Merah à Paris, agressions mortelles à Marseille) et sur un terrible fait divers qui s'est déroulé, vendredi, dans le quartier Lalande.



Pour illustrer son propos, Brigitte Barèges a donc pris l'exemple d'un sordide fait divers, survenu vendredi dernier, dans une maison du quartier Lalande. **Un ressortissant algérien, âgé de 38 ans, «en situation irrégulière et connu**

des services de police» s'est introduit au domicile de retraités et a commis une terrible agression sexuelle sur une dame de 81 ans, qui gardait le domicile d'une amie. Cette dernière était, au même moment, au commissariat de police pour dénoncer les provocations de l'agresseur qui avait tenté de lui dérober une voiture la veille.

Pris en flagrant délit, l'auteur est aujourd'hui sous les verrous, mis en examen «pour viol sur personne vulnérable». Evidemment choquée, l'octogénaire se remet doucement.

Brigitte Barèges a rapproché cette affaire de celle de Marseille, s'étonnant que le violeur de Lalande, sous le coup d'une procédure pour violence aggravée à Paris, n'ait pas fait l'objet d'une procédure d'expulsion de notre territoire. Il ne pouvait pas l'être : une personne sous contrôle judiciaire ne peut être expulsée avant son jugement…

Plus globalement, Brigitte Barèges a «profité» de ce fait divers pour dénoncer le fait que «Montauban soit le réceptacle des problèmes sociétaux» actuels, dénonçant le nombre «trop important» de mineurs isolés dans sa ville et regrettant une fois encore de ne pas avoir accès aux noms des fichés S pour radicalisation, séjournant dans sa ville. Elle souhaite que «les maires soient remis au cœur du dispositif au moment où l'Etat nous demande de plus en plus d'efforts pour sécuriser les manifestations publiques, ce qui est normal».

«Immigration clandestine»

Entouré de son adjoint en charge de la sécurité, Christian Pérez et du chef de la police municipale, Patrick Carballo, Brigitte Barèges n'a pas mâché ses mots : «**à l'heure où l'on se rappelle que Montauban a payé un lourd tribut aux victimes du terrorisme, mon devoir est de dénoncer cette immigration clandestine qui ne fait qu'empirer**».

Le maire de Montauban a enfourché, hier, sans surprise, les

habits d'une élue très à droite : «**L'État nous doit une transparence totale. On nous cache la vérité sur le nombre d'étrangers en situation irrégulière ou demandeurs d'asile sur notre sol**». Et le maire de Montauban de dégainer quelques chiffres : «la part régionale des demandeurs d'asile est d'une place pour 1799 habitants. Elle est d'une place pour 1 250 habitants en Tarn-et-Garonne. A Montauban, nous comptons 114 places d'hébergement pour 58 000 habitants soit une place pour 508 habitants. Il faut arrêter ces flux».

Brigitte Barèges également affirmé son refus catégorique d'une implantation, à Montauban, d'une plate-forme des demandeurs d'asile : «Il faut une répartition équitable. Nous ne pouvons pas accueillir les personnes parce que Toulouse est débordée».

Brigitte Barèges s'est également attardée sur la question des mineurs isolés étrangers, révélant le contenu d'une lettre adressée, il y a quelques jours, au conseil départemental : «Nous n'avons pas les moyens de satisfaire cette immense attente de ce Noir Eldorado de ces enfants qui arrivent en masse sur le territoire français et espèrent tout».

Egalement dans le viseur de Brigitte Barèges, des mariages (trois exactement) que l'adjoint au maire soupçonne d'être «blancs» et qui n'ont donc pas été célébrés. Un réquisitoire complet, justifié ou opportuniste, chacun jugera…

La Dépêche